



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL mode lourd

Lundi 19 mai 2025

Gaza, un génocide sous nos yeux

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.

Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km² sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

Face à l'apologie du génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de dollars de contrats pour

les entreprises américaines et de nombreux cadeaux personnels.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine exterminie les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés.

L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations. La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.

Les débrayages, c'est bien...

Au bus comme au mode lourd, des collègues ont commencé à exprimer leur mécontentement et leurs revendications par des débrayages d'une durée variable.

Ces mouvements ont le mérite de montrer que des salariés veulent et peuvent se mobiliser face à des directions qui s'en passeraient bien.

Ils se heurtent pourtant à leurs propres limites : organisés souvent hors des cadres syndicaux et avec comme seule alternative des groupes WhatsApp, ils peinent à regrouper largement, alors même qu'avec leur durée très limitée, ces mouvements « à l'économie » espéraient regrouper sans difficulté.

Mais beaucoup de salariés qui souhaitent se mobiliser ne partagent pas les illusions sur ce que de tels débrayages, véritables casse-têtes pour les ordos comme pour les grévistes, permettent d'obtenir.

... la grève, c'est mieux !

Nous le savons bien : toutes les grandes avancées sociales ont été obtenues par de vraies grèves, par lesquelles les travailleurs se donnent réellement les moyens de s'extraire du rapport de subordination, pour priver totalement l'employeur de leur force de travail.

Ils y gagnent en revanche le temps de se réunir et de s'organiser, non seulement à l'échelle de leur service, mais aussi à une échelle plus large avec tous les travailleurs dont ils partagent en partie le sort et les revendications.

Les grèves gagnantes sont celles où les travailleurs ne pensent plus à ce qu'elle leur coûte mais à ce qu'elle devrait leur apporter, et où ils s'en donnent les moyens !

Saisissons toutes les occasions d'avancer dans ce sens : soyons nombreux en grève et en Assemblée générale le 5 juin prochain !

Bonjour, comment allez-vous ?

Certains gradés nouvellement arrivés de la capitale n'avaient pas vraiment pris le temps de se présenter auprès des conducteurs et d'échanger avec eux.

Des collègues débrayeurs auraient eu le privilège de cette rencontre, avec à la clé menaces à peine voilées à l'évolution de carrière bloquée, et autres chantages parfaitement ridicules.

Bel exemple du fameux « dialogue social » qu'on nous rabâche seulement pour nous faire taire.

Au moins les présentations sont faites.

L'union fait la force

Lundi matin, une grosse vingtaine de conducteurs de bus se sont retrouvés au dépôt d'Alsace pour dénoncer les bas salaires. Le mot avait tourné sur un

groupe WhatsApp et par des affiches collées dans les dépôts, à l'initiative de conducteurs qui ont fait grève toute la journée. Ils ont été rejoints par des collègues en débrayage d'une heure, en repos ou travaillaient d'après-midi, mais qui tous tenaient à marquer le coup collectivement. Et c'est tant mieux, car c'est en se réunissant pour discuter des revendications, des suites de la mobilisation et en se rendant visibles des autres travailleurs qu'on construit le rapport de forces.

Pour la prochaine, pourquoi pas le 5 juin et l'assemblée générale appelée au mode lourd ?

Sans papiers, pas sans permis !

Mohamed Ramine, conducteur de bus à la RATP, est empêché, depuis le 15 avril, de travailler. Suite à la demande de renouvellement de son titre de séjour, la préfecture ne lui a pas répondu dans les délais suffisants. C'est un scandale ! Un travailleur qui participe à la vie sociale, en capacité d'exercer son poste alors que les sous effectifs sont encore nombreux, se retrouve empêché pour une raison administrative. Sur les plateaux télés, on répète que les immigrés sont des assistés mais dans les préfectures, on les prive de travail, allez savoir.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'en finir avec ce système, d'abolir les frontières et de demander la régularisation de tous les sans-papiers !

Grève en Belgique

Ce mardi en Belgique, les travailleurs du secteur public se sont mis en grève. Ils luttent contre la réforme des retraites qui reporte l'âge de départ à 67 ans et contre des coupes budgétaires qui provoquent des suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail. Dans les transports en commun, la grève a été bien suivie, notamment dans les grandes villes comme Bruxelles. Cette journée n'est qu'un début et appelle un mouvement plus large, mêlant travailleurs du public et du privé !

Encore prisonniers

En juin 2024, après les émeutes en Nouvelle-Calédonie, 69 prisonniers kanaks ont été transférés de Nouméa vers la métropole où ils ont été dispersés dans une quarantaine de prisons. La plupart sont des condamnés de droit commun qui se trouvaient incarcérés avant même le début des émeutes. Mais ils ont été expulsés de Nouvelle-Calédonie pour faire de la place aux centaines de personnes emprisonnées dans le cadre de la répression de la mobilisation des Kanaks. Certains, qui ont purgé leur peine, ont été libérés en métropole sans ressources et sans moyen de rentrer chez eux.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org